

SÉCURITÉ À TOUTE ÉPREUVE OU CATALYSEUR DE CONFLIT URBAIN? La privatisation de la sécurité à São Paulo

Graham Willis, candidat à la maîtrise, Royal Roads University, Victoria

Dans quelle mesure la ville de São Paulo est-elle dominée par la ségrégation géographique, les disparités économiques, le crime organisé et une « culture de l'action meurtrière de la police¹ »? Voilà une question qui suscite des inquiétudes grandissantes depuis quelques années. Certains événements récents incitent à croire que São Paulo est en train de faire l'expérience de ce que certains appellent une « guerre de guérilla urbaine² ». Des incidents comme celui de la Fête des Mères en 2006, alors que 152 personnes — des policiers et des membres présumés de gangs criminels — ont été tués, montrent qu'une force policière qui n'a pas à répondre de ses actes et des entreprises de sécurité privées qui sont insuffisamment encadrées en sont venues à affronter directement les gangs organisés dans les rues de la ville. Il y a tout lieu de croire que la privatisation de la sécurité a joué un rôle crucial vis-à-vis la multiplication des confrontations meurtrières qui se produisent à São Paulo.

Ce sont des firmes privées qui assurent la sécurité physique d'une bonne partie de la population de São Paulo, constamment exposée à la menace de violence et de crimes économiques dans une ville insuffisamment protégée par les services publics. Le sous-financement endémique, par divers niveaux de gouvernement, de la sécurité publique et des services sociaux dans les quartiers périphériques a favorisé une expansion

anarchique de la criminalité. En 2004, on a enregistré 875 033 actes criminels dans la ville, dont 5 797 homicides³.

La hausse considérable du nombre de firmes de sécurité privées ces dernières années témoigne de l'adaptation des citoyens à cette menace perpétuelle. Entre 2000 et 2004, le nombre total d'employés des entreprises de sécurité privées du Brésil — dont un grand nombre sont des policiers civils ou militaires — a doublé, passant de 540 334 à 1 148 568. L'impact du secteur privé sur les effectifs des services publics n'est pas à négliger : de 1990 à 1999, pas moins de 88 % des policiers tués à São Paulo l'ont été alors qu'ils n'étaient pas en service : la plupart travaillaient alors pour des entreprises privées⁴. Le recours aux firmes privées stratifie encore davantage la société en fonction des facteurs raciaux, économiques et sociaux. Cela se traduit par la présence dans la ville de « bulles » de sécurité érigées en forteresses, protégées par des forces privées qui n'ont de comptes à rendre à personne et sont soumises à des contrôles inadéquats, créées afin de dissimuler la réalité d'une société brésilienne dominée par les disparités et de graves problèmes.

Alors que les classes moyennes et supérieures de São Paulo cherchent à se défendre contre les voleurs et les kidnappeurs éventuels en faisant appel aux services de firmes privées, les résidents des favelas à la périphérie sociale et

économique de la ville bénéficient également d'une forme de protection privée. Dans la région métropolitaine de São Paulo, où de nombreux quartiers périphériques ne sont pas aussi concentrés qu'à Rio de Janeiro — et, de ce fait, ne sont pas exposés à des guerres intestines de même intensité —, la plupart des communautés sont contrôlées par un vaste réseau criminel, le *Primeiro Comando da Capital* (PCC). Contrairement aux gangs territoriaux de Rio, le PCC n'a pas la réputation de maintenir une présence armée ouverte dans les favelas. On a plutôt comparé sa structure organisationnelle décentralisée, composée de membres affiliés, à celle d'al-Qaeda⁵. Cette structure lui permet de fonctionner pratiquement de façon indépendante par rapport à ses principaux leaders, dont un bon nombre sont en prison.

L'absence de l'État dans les quartiers périphériques de São Paulo permet au PCC de monopoliser la sécurité dans les favelas et d'exploiter le commerce de la drogue et d'autres activités criminelles à peu près sans obstacles. Même s'il ne respecte pas les droits de la personne, le PCC, par sa présence armée, offre aux résidents des favelas une certaine

(Ci-contre) Autobus incendiés par des gangs lors de la vague de violence qui a marqué la Fête des mères en 2006 à São Paulo. (Mai 2006)